

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, au cours de l'entrevue que j'ai eue avec le secrétaire Rogers, j'ai soulevé la question dont parle le député et je lui ai fait part de l'inquiétude très profonde ressentie non seulement par le gouvernement canadien mais par le Parlement et le peuple du Canada, particulièrement les habitants de la côte ouest. Il m'a répondu que le président Nixon était parfaitement au courant de notre point de vue et qu'il s'était effectivement rendu lui-même en Alaska où il a entendu les doléances de ceux qui, là-bas, s'opposaient à ces essais. Je puis donc assurer la Chambre que le gouvernement des États-Unis est bien au courant aussi bien de leurs points de vue que des nôtres.

M. Rose: Hier, à Vancouver, des milliers d'étudiants ont fait une démonstration pacifique contre les horreurs de la guerre nucléaire. Le gouvernement a-t-il maintenant l'intention de protester d'autres façons contre ces essais dans les îles Aléoutiennes, ou n'importe où ailleurs au monde?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je crois qu'il aurait été utile d'obtenir l'opinion unanime de la Chambre.

Des voix: Bravo.

L'hon. M. Sharp: Je regrette toutefois qu'on ait essayé d'introduire d'autres questions dans la discussion et que nous n'ayons pas pu obtenir le résultat escompté.

* * *

LE PÉTROLE

LE PROJET DE LIGNE DE PÉTROLIERS ALASKA-É.-U.—LES INSTANCES PRÉSENTÉES PAR LE CANADA

M. Barry Mather (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, je désire poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question complémentaire qui se rattache à celle qu'a posée plus tôt mon collègue de Fraser Valley-Ouest. Vu la déclaration qu'a faite le secrétaire américain de l'Intérieur et qui révélait avec une certitude inquiétante qu'on allait transporter du pétrole de l'Alaska en passant par le Pacifique Nord et le long de la côte Ouest, et à cause de tous les dangers que ce transport représente pour l'écologie, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est-il au courant de cette nouvelle situation et envisage-t-il de prendre d'autres mesures encore plus fermes pour s'y opposer?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. Tout comme le député, j'ai suivi de près le déroulement des événements. Je ne suis pas tellement certain qu'il serait utile de donner suite aux instances que nous avons présentées, mais je puis assurer le député que nous étudions la question.

* * *

L'INDUSTRIE

LE PROJET DE REPRISE DE LA SUPERTEST PAR LA BP—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

M. John Roberts (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous dirait-il si le gouvernement songe à intervenir afin d'empêcher la British Petroleum de faire mainmise sur la Supertest?

L'hon. Otto E. Lang (ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, on nous a mis au courant de ces négociations dès le début et nous étudions la question, mais c'est tout ce que je peux dire pour le moment.

* * *

LES STUPÉFIANTS

LE RAPPORT DÉFINITIF DE LA COMMISSION LEDAIN

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social? Puisqu'un an et quatre mois se sont écoulés depuis la publication du rapport provisoire de la Commission LeDain et que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'est engagé, au nom du Canada, à ne pas signer la nouvelle convention des Nations Unies sur les substances psychotropiques jusqu'à ce qu'un débat sur le rapport LeDain ait eu lieu, le ministre veut-il informer la Chambre de la date de publication du rapport définitif de la Commission LeDain?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, d'après mes dernières informations, le président a annoncé le rapport définitif pour le courant du mois de décembre.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES EXPÉRIENCES RELATIVES À LA MARIHUANA ET LE CAS DE TOXICOMANES CONDAMNÉS

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Peut-être devrais-je plutôt m'adresser au procureur général, puisque le sujet relève de son domaine. Le ministre songe-t-il à suspendre l'emprisonnement des personnes condamnées pour possession ou utilisation de marihuana, surtout depuis que son gouvernement a attribué \$100,000 à une université afin de lui permettre d'entreprendre une série d'expériences destinées à déterminer l'effet que ce stupéfiant a sur l'homme.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, ce serait plutôt au ministre de la Justice de répondre à cette question, mais je tiens à faire remarquer au député que très peu de personnes sont actuellement incarcérées pour possession de marihuana.

• (3.20 p.m.)

Monsieur l'Orateur, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré que le nombre d'incarcérations était peu élevé. Permettez-moi de lui demander s'il a tenu compte du fait que par cette expérience, il a en fait demandé aux Canadiens d'enfreindre la loi actuelle?